



## Renforcer les relations entre fiscalité et responsabilité : transparence fiscale et engagement des contribuables au Ghana et en Sierra Leone

Résumé du document de travail 114 par Vanessa van den Boogaard, Wilson Prichard, Rachel Beach et Fariya Mohiuddin.

### Améliorer les relations entre fiscalité et responsabilité

La fiscalité occupe une place importante dans le programme international de développement, en raison des preuves de plus en plus nombreuses qui montrent qu'elle peut non seulement financer le développement durable, mais également améliorer la réactivité et la responsabilité des gouvernements. Ceci s'explique par le fait que : (i) lorsqu'ils sont contraints à payer des impôts, les citoyens sont plus susceptibles de s'approprier les recettes de l'État et d'exiger des contreparties, tandis que (ii) les gouvernements qui ont besoin de recettes fiscales sont plus enclins à accorder des concessions aux contribuables afin d'encourager une conformité fiscale quasi-volontaire.

Des études récentes révèlent que la fiscalité peut améliorer la réactivité et la responsabilité, mais cela reste incertain. L'amélioration de la responsabilité et de la réactivité par la fiscalité dépend des contextes politiques et économiques, ainsi que des politiques et stratégies adoptées par les gouvernements et les acteurs de la société civile. Sans une attention particulière visant à créer un environnement propice aux négociations fiscales, la fiscalité ne peut être qu'un prélèvement de fonds contraignant sur des contribuables souvent à faibles revenus.

Des preuves existantes indiquent trois facteurs clés qui améliorent les relations entre la fiscalité et la responsabilité : 1) sensibilisation publique, transparence et services aux contribuables améliorés ; 2) une société civile solide et engagée ; et 3) des forums sur l'engagement des contribuables et des pouvoirs publics.<sup>1</sup> Bien que ces objectifs soient de plus en plus acceptés, la façon de les atteindre est peu comprise. Cette étude vise à déterminer **les interventions et les stratégies spécifiques que les gouvernements, la société civile et les spécialistes du développement peuvent adopter pour renforcer les relations entre la fiscalité, la réactivité et la responsabilité.**

Nous fondant sur les résultats de nos recherches auprès des contribuables, des discussions de groupe et des entretiens

avec les principales parties prenantes au Ghana et en Sierra Leone, nous avons défini deux types de stratégies.

1. **Des efforts pour renforcer la transparence** : dans quelles circonstances ceux-ci sont-ils plus susceptibles de réussir à informer, responsabiliser et engager les contribuables ?
2. **Des tentatives d'encourager l'engagement populaire** : quels types d'initiatives permettent le plus efficacement aux citoyens de s'engager auprès de l'État et de lui adresser des demandes relatives à la fiscalité ?

### Principales conclusions

#### Renforcer la transparence fiscale

Pour réussir, les initiatives en matière de transparence doivent fournir de vraies informations, par le biais de canaux qui touchent la population cible de manière attrayante et significative. En dépit de l'expansion nominale des programmes de transparence et d'éducation des contribuables, il est difficile d'atteindre cet objectif dans la pratique. Les gouvernements et les donateurs devraient s'appesantir sur deux questions clés pour promouvoir une transparence efficace et adaptée aux besoins des citoyens.

#### 1. Quelles sont les informations les plus utiles ?

Les informations fournies doivent répondre aux principales préoccupations des contribuables et constituer une base pour un engagement actif. La plupart des programmes d'éducation des contribuables sont actuellement axés sur la conformité. Nos recherches révèlent qu'il serait beaucoup plus efficace d'aider les contribuables à maîtriser le système fiscal pour résoudre les problèmes. Les contribuables veulent principalement savoir les impôts payables, à quel taux et sur quelle base fiscale. Pour encourager une plus grande responsabilité des contribuables, ces données doivent inclure des informations sur le montant des recettes perçues ainsi que la manière dont elles sont dépensées au profit des services locaux. Les informations sur les dépenses devraient en particulier être simplifiées et

<sup>1</sup> Prichard, W. (2015) *Taxation, Responsiveness, and Accountability in Sub-Saharan Africa: The Dynamics of Tax Bargaining*, Cambridge: Cambridge University Press

rendues plus compréhensibles, car les contribuables pourraient avoir du mal à interpréter des chiffres complexes et abstraits ou à relier des données hautement globalisées aux recettes locales. Une attention particulière devrait donc être accordée au soutien de l'engagement des groupes généralement marginalisés.

## 2. Quelle est la meilleure façon de faire parvenir l'information aux citoyens ?

Même lorsque les informations sont utiles aux contribuables, il existe des défis majeurs à relever pour s'assurer qu'elles leur parviennent effectivement. Les informations fiscales et budgétaires sont souvent affichées dans les administrations, ce qui rend leur accès difficile, voire intimidant, et exige un niveau d'éducation élevé. Par contre, les formulaires interactifs sur la transparence permettant aux contribuables de poser des questions et de communiquer directement avec le gouvernement facilite l'engagement. Au Ghana et en Sierra Leone, les contribuables ont apprécié la communication par le biais de tribunes téléphoniques à la radio et à la télévision. Ces programmes sont peu coûteux, ont une large portée et permettent aux contribuables d'accéder aux informations et de s'engager directement tout en conservant l'anonymat.

## Renforcer l'engagement du contribuable

Pour que les changements politiques et la transparence se traduisent par des actions concrètes, les gouvernements et les donateurs doivent soutenir les efforts d'engagement des contribuables. Ces derniers se heurtent à des obstacles considérables : ils manquent souvent des informations nécessaires, considèrent l'engagement relativement inutile et hésitent à soulever des problèmes par crainte de représailles. Trois principales leçons sont à retenir.

### 1. Soutenir les forums d'engagement sûrs, sécurisés et sincères

Pour un engagement effectif, les citoyens doivent s'assurer que les forums sont sûrs et sécurisés, avec des autorités sincères et réceptives. Ils doivent également être convaincus de l'importance des forums, et que ces derniers sont susceptibles de favoriser une véritable réforme politique. Les forums sont trop souvent perçus comme une menace ou comme des séances pro forma. Des changements modestes et progressifs au niveau de la forme et du fond pourraient rendre les forums plus accueillants, accessibles et réactifs, notamment en présentant les informations dans un langage familier pour les publics moins instruits, en apportant des réponses concrètes aux préoccupations et en impliquant des partenaires crédibles de la société civile. Les contribuables apprécient particulièrement les

forums qui permettent l'anonymat et l'interaction, notamment les tribunes téléphoniques à la radio ou à la télévision.

### 2. Travailler avec des partenaires communautaires fiables

Inclure des partenaires tels que les autorités traditionnelles et les chefs religieux ou communautaires dans le processus peut permettre de surmonter les défis liés au manque d'informations, à l'absence de sécurité ressentie et au sentiment que tout engagement est inutile. Les efforts d'engagement aboutiront plus s'ils sont adaptés aux préoccupations et priorités locales.

### 3. La société civile en tant que traductrices, facilitatrices et formatrices

Le rôle le plus efficace des acteurs de la société civile sera généralement celui de traducteurs, de facilitateurs et de formateurs. Premièrement, ils peuvent rendre les informations fiscales compréhensibles et les communiquer par des canaux accessibles (parfois en les traduisant littéralement dans les langues locales). Deuxièmement, ils peuvent organiser des forums d'engagement et travailler avec les contribuables pour élaborer des demandes collectives. Troisièmement, ils peuvent organiser des formations pour permettre un engagement plus étendu et faire évoluer la dynamique du pouvoir en aidant les contribuables à comprendre les questions relatives aux recettes et aux dépenses ainsi que de leurs droits légaux.

## Pour aller de l'avant

L'extension de la fiscalité ne profitera au public que si elle s'accompagne de processus de responsabilisation et de négociation garantissant la réciprocité. Le renforcement de la transparence fiscale et de l'engagement des contribuables est important pour consolider les relations entre fiscalité et responsabilité, bien que des défis majeurs tels que les contraintes de financement et la résistance politique subsistent.

Les donateurs et les gouvernements pourront pallier certains de ces obstacles à court terme, mais l'objectif à plus long terme devrait être de démontrer aux gouvernements la valeur de ces initiatives, en renforçant la confiance du public et en encourageant une plus grande conformité fiscale.

La nécessité de démontrer les avantages d'une plus grande responsabilité exige des recherches plus supplémentaires. Les recommandations définies dans le présent document sont le fruit d'une combinaison de théorie, d'expériences de contribuables et d'exemples de négociations fiscales réussies. Des efforts détaillés doivent encore être fournis pour déterminer l'impact de ces initiatives sur des résultats concrets et s'en servir pour des formations futures. Ce domaine de recherche reste potentiellement propice à la collaboration entre la société civile, les gouvernements et les chercheurs.

## Bibliographie

**Citation:** van den Boogaard, V ; Prichard, P ; Beach, R. et Mohiuddin, F. (2020) *Strengthening Tax-Accountability Links : Fiscal Transparency and Taxpayer Engagement in Ghana and Sierra Leone*, ICTD Working Paper 114, Brighton, IDS.

## Crédits

Cet article a été écrit par :

**Vanessa van den Boogaard**, chargée de recherche au Centre International pour la Fiscalité et le Développement (ICTD), responsable du programme de recherche sur la fiscalité et la société civile et co-dirigeant du programme sur la fiscalité et l'informalité.

**Wilson Prichard**, PDG du Centre International pour la Fiscalité et le Développement (ICTD), professeur associé à l'Université de Toronto et chercheur à l'Institute of Development Studies (IDS).

**Rachel Beach**, consultante en fiscalité et en secteur public, a travaillé avec les gouvernements de Jordanie, d'Éthiopie, de Djibouti, du Pakistan, d'Haiti, du Bénin et du Togo.

**Fariya Mohiuddin**, administratrice principale de programme à l'International Budget Partnership, chargée de façonner la nouvelle Initiative pour l'équité fiscale.

L'ICTD est financé avec l'aide britannique du gouvernement britannique et de la Fondation Bill & Melinda Gates ; cependant, les points de vue exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles des gouvernements du Royaume-Uni ni celles de la Fondation Bill & Melinda Gates. Les lecteurs sont invités à citer et à reproduire le contenu de la série. En contrepartie, l'ICTD demande à être dûment citée et ces citations doivent être référencées comme ci-dessus.



L'ICTD est basé à l'Institut of Development Studies, Brighton BN1 9RE UK.

© ICTD 2020